

Vœux pour le Clain de BNM86 et du Collectif Citoyen du Sud Vienne

30 janvier 2025

BNM86 et le Collectif Citoyen du Sud Vienne présentent conjointement leurs voeux pour cette nouvelle année. Comme il est de coutume, nous reviendrons aussi sur l'année écoulée, riche en mobilisations pour la défense de l'eau.

Les habitants et les habitantes du territoire sont passionné.es par les questions d'eau. C'est ce que le collectif citoyen a pu constater lors de ses nombreuses séances de tractage d'information à la population. Inquiets et inquiètes, en colère, soudainement alerté.es par un événement qui vient les toucher ou déjà depuis longtemps engagé.es pour la qualité de l'eau et son partage, très nombreux et nombreuses ont été celles et ceux qui ont même courageusement bravé la répression d'Etat qui s'abat sur les mouvements sociaux et en particulier celui de la lutte anti-bassine. Depuis la Clouère, un départ de convoi vélo s'est même organisé pour rejoindre le village de l'eau, apogée de nos mobilisations de l'an dernier. Les rencontres furent animées tout au long du parcours et le soutien populaire galvanisant pour les cyclistes.

Face aux méfaits de l'agro-industrie, ses intérêts privés et son système dont les bassines sont un symptôme visible et dévastateur, il est nécessaire d'empêcher l'accaparement de l'eau et d'exprimer qu'un autre modèle agricole est possible. C'est pourquoi la population du territoire, des paysans et des paysannes critiques des projets, des naturalistes et des syndicalistes se sont retrouvées à Saint-Sauvant le 16 novembre dernier pour prévenir tout démarrage de chantier.

Ce chantier de Saint-Sauvant qui devait débuter en septembre dernier n'a pas commencé ! C'est une victoire importante. Nos mobilisations donnent de la force aux arguments des associations environnementales. Elles permettent des victoires judiciaires qui remettent en cause le principe même de substitution, l'usage inconsidéré de l'eau pour une irrigation intensive et pointent les dégâts des mégabassines sur l'environnement et la biodiversité.

Fin 2023, nous avions déjà fêté l'annulation des projets de bassines sur la Pallu et Aume-Couture.

En 2024 nous nous sommes réjouis de l'annulation plusieurs fois confirmée de l'Autorisation Unique pluriannuelle de Prélèvements Sèvre Niortaise et Marais Poitevin. Nous saluons aujourd'hui la Commission Locale de l'Eau, du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau du bassin du Clain qui semble avoir eu le courage de refuser le renouvellement des volumes demandés par les irrigants de la Vienne pour la période 2024-2026, volumes qui dépassent toujours nettement les recommandations définies... en 2012 ! Espérons que la CLE aille plus loin et fasse respecter les recommandations scientifiques les plus récentes et précises, à savoir celles de l'étude HMUC.

Pour finir 2024, est venue la décision déclarant illégales la célèbre mégabassine de Sainte-Soline et trois autres projets dont celui de Saint-Sauvant. Ces projets contreviennent notamment à la protection de l'Outarde canepetière, emblématique du territoire et de nos luttes, fortement menacée et dont l'entièreté des plaines cultivées du secteur est décisive à sa sauvegarde.

Et 2025 commence bien, cette fin janvier marque la fin de la validité des permis d'aménager des 6 mégabassines en projet sur le bassin de la Clouère (dont une ici-même à Brion) ! Nous pointons d'ailleurs l'incohérence de la SCAGE de la Clouère qui a candidaté, pour ces projets, à un financement du fonds d'investissement en hydraulique agricole. Mais plus encore, nous dénonçons l'obstination du ministère qui y a répondu favorablement malgré l'expiration des autorisations et malgré le fait qu'un PTGE, nécessaire pour justifier de tels projets et donc leur financement éventuel par des fonds publics, soit seulement en cours de discussion.

Le jeu démocratique a eu bien du mal à se mettre en place, et tout montre déjà que les dés y sont pipés. Combien d'argent public l'Etat a-t-il encore promis de gaspiller pour ces projets déjà obsolètes ?

Si nous engrangeons ces victoires importantes, nous ne pouvons pour autant nous réjouir de la situation. Car nous partageons notamment la colère des agriculteurs et agricultrices, confronté·es à plusieurs années de sécheresses puis à des précipitations surabondantes ainsi qu'à plusieurs épizooties. Confronté·es aussi à des injonctions contradictoires des marchés qui les poussent à produire toujours plus à moindre coût d'une part, et d'autre part à des politiques parfois forcées de répondre à la pression citoyenne qui réclame logiquement une évolution des pratiques en faveur de la santé et de l'environnement.

Dans cette crise agricole de longue date mais qui va évidemment s'intensifier avec les conséquences du changement climatique, les agriculteurs ne trouvent aucune perspective d'avenir dans l'action de l'Etat qui les laisse aux mains des marchés financiers. Outre quelques lois libérales et anti-écologiques qui ne feront qu'empirer la crise, l'Etat semble mettre tous ses moyens et son attention sur les seuls projets de mégabassines.

Pourtant il est évident que le mirage de ces quelques équipements ne réglera pas les enjeux de fonds. Ce d'autant plus qu'ils ne bénéficieraient qu'à 5% des agriculteurs et des agricultrices du territoire. Cette fausse solution aura même un impact négatif sur le changement climatique selon HMUC, en plus de détruire des hectares de surface agricole dont nous avons absolument besoin pour la transition. Même si l'on se cantonne à la question de l'irrigation, l'étude HMUC nous informe que l'utilisation des bassines sera remise en cause à très court terme et possiblement plusieurs années de suite. Un rapport de France Stratégie publié la semaine dernière confirme aussi que les mégabassines ne seront pas en mesure de régler les conflits d'usage et que seul un scénario de rupture basé sur la sobriété et l'agroécologie permettrait d'affronter ce défi. Mais levons un autre loup : le remplissage des bassines en hiver provoquera inévitablement de faibles débits de rivières plus précocement l'été et donc des restrictions plus précoces aussi pour l'ensemble des irrigants du bassin... Pendant ce temps, les quelques raccordés profiteront de l'eau accaparée ! Comment feront les maraîchers, les éleveuses ? Comment imaginer installer dans ces conditions les prochaines générations de paysans et paysannes ?

L'Etat abandonne les agriculteurs. Les premières déclarations du nouveau préfet Boulan-gé confirment qu'il n'a d'autre proposition que les bassines, pas d'autre idée que de maintenir, pour quelques années, les profits de quelques exploitants et des filières céréalières, en échange de la ruine des autres agriculteurs et agricultrices. L'Etat abandonne aussi la population, sans aucune forme de transparence ou de débat public, en insistant dans la perpétuation d'un système qui dégrade l'eau potable, la santé humaine et l'environnement.

C'est ce que révèle aussi la manière dont se déroule pour l'instant l'élaboration du PTGE qui ne permet ni la concertation sur la juste répartition des usages de l'eau, ni la réflexion et la mise en place de véritables adaptations au changement climatique. Ceci d'abord parce que le département de la Vienne, soutenu par l'Etat, s'est porté aux commandes de l'élaboration de ce PTGE dans le but unique et ouvertement avoué de permettre le financement des bassines. Mais aussi parce que, sous pression des irrigants et de l'Etat, la Commission Locale de l'Eau n'a toujours pas adopté les règles du jeu : elle n'a pas adopté les nouveaux volumes et seuils de gestion à respecter selon l'étude HMUC, qui permettraient de ne pas trop porter atteinte à l'environnement et à l'accès à l'eau potable.

Accepter ce postulat, cette vérité scientifique, est le point de départ indispensable à toute discussion sensée sur l'usage le plus pertinent de l'eau potentiellement disponible. C'est ce à quoi nous appelons les acteurs et les actrices concerné.es, notamment les agriculteur·ices et les élu·es locaux·ales. Car garantir l'alimentation en eau potable et le bon état des milieux naturels est évidemment absolument nécessaire à la survie humaine, mais aussi à la fertilité des agro-écosystèmes, donc à l'avenir de l'agriculture.

C'est le vœu que nous faisons pour le bassin du Clain. C'est d'ailleurs ce que devrait mettre au travail un véritable PTGE. Là encore les préconisations d'HMUC pour la restauration du bassin versant doivent nous servir : restaurer des zones humides ; ralentir la course de l'eau dès la chute des gouttes par des sols vivants et toujours couverts de végétation, par la replantation de milliers de kilomètres de haies, par moins de drainage et des rivières reméandrées ; développer le modèle de la polyculture-élevage et ses prairies permanentes pâturées...

Bien des solutions sont sur la table, elles prendront nécessairement du temps à être discutées, étudiées, et à être mises en œuvre et doivent donc s'accompagner de solutions d'urgence pour les revenus des agriculteur·ices. Utilisé ainsi, l'argent public serait rarement aussi utilement dépensé !

Aux agriculteur·ices du bassin qui croient encore aux mégabassines, nous disons qu'il est temps de se rendre à l'évidence. Il est temps de tourner la page, de sortir de l'impasse dans laquelle vous conduisent l'Etat et quelques barons de l'agriculture. Ils vous ont privés de précieuses années pour la mise en œuvre de solutions alternatives. Il est temps de pouvoir enfin réfléchir ensemble à l'avenir de l'agriculture sur le territoire, avec tout·es vos collègues et avec le soutien de la population.

Aux élu·es locaux·ales, nous disons qu'il est temps d'arrêter de subir les décisions préfectorales. Il est temps de se saisir du débat, d'assumer vos responsabilités envers les habitants et les habitantes du territoire en leur permettant d'intervenir. Saisissez vous du PTGE et libérez-le des bassines. Un projet de territoire oui, mais sans bassines.

Nous ne formulons pas un vœu pieux, et nous mettons des outils à disposition. Avec la journée de l'eau à Gençay le 22 février, le Collectif Citoyen du Sud Vienne ouvre un espace d'information et d'échanges à disposition des différents acteurs et de la population. Nous remercions déjà les courageux·ses élu·es qui participeront à la table ronde «eau et démocratie» et particulièrement François Bock, maire de Gençay et président de la CLE. D'autres débats, des ateliers, des temps de vulgarisation scientifique, une sortie nature et un bal complèteront la journée.

C'est aussi ce que font à leur manière les organisations qui portent un PTGE citoyen en organisant actuellement une série de conférences de vulgarisation de l'étude HMUC à l'échelle de chacun des sous-bassins du Clain. L'affluence et les échanges des premières soirées sont très encourageants.

Nous continuerons évidemment à appuyer nos arguments par des mobilisations. La journée mondiale de l'eau qui coïncide avec les deux ans de la manifestation de Sainte-Soline 2 sera l'occasion de réaffirmer toute notre détermination pour la préservation et le partage de l'eau. Ce printemps, nous pourrons fêter le retour des Outardes à Saint-Sauvant et nous comptons bien aider le castor à repeupler la Clouère.

**BASSINES
NON MERCI**
86

et
**Collectif
Citoyen
du Sud
Vienne**